



HAL
open science

De la relégation à l'appropriation : (re)lire la citoyenneté à Khartoum au prisme de la transformation matérielle, sociale et symbolique de ses périphéries

Corten Pérez-Houis, Alice Franck

► To cite this version:

Corten Pérez-Houis, Alice Franck. De la relégation à l'appropriation : (re)lire la citoyenneté à Khartoum au prisme de la transformation matérielle, sociale et symbolique de ses périphéries. *EchoGéo*, 2024, 67, 10.4000/11y01. hal-04637551

HAL Id: hal-04637551

<https://hal.science/hal-04637551v1>

Submitted on 6 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

De la relégation à l'appropriation : (re)lire la citadinité à Khartoum au prisme de la transformation matérielle, sociale et symbolique de ses périphéries

From relegation to appropriation: (re)read citadinity in Khartoum through material, social and symbolic transformation of its peripheries

Corten Pérez-Houis et Alice Franck

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/26947>

DOI : 10.4000/11y01

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Corten Pérez-Houis et Alice Franck, « De la relégation à l'appropriation : (re)lire la citadinité à Khartoum au prisme de la transformation matérielle, sociale et symbolique de ses périphéries », *EchoGéo* [En ligne], 67 | 2024, mis en ligne le 10 juin 2024, consulté le 04 juillet 2024. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/26947> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11y01>

Ce document a été généré automatiquement le 4 juillet 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

De la relégation à l'appropriation : (re)lire la citoyenneté à Khartoum au prisme de la transformation matérielle, sociale et symbolique de ses périphéries

*From relegation to appropriation: (re)read citizenship in Khartoum through
material, social and symbolic transformation of its peripheries*

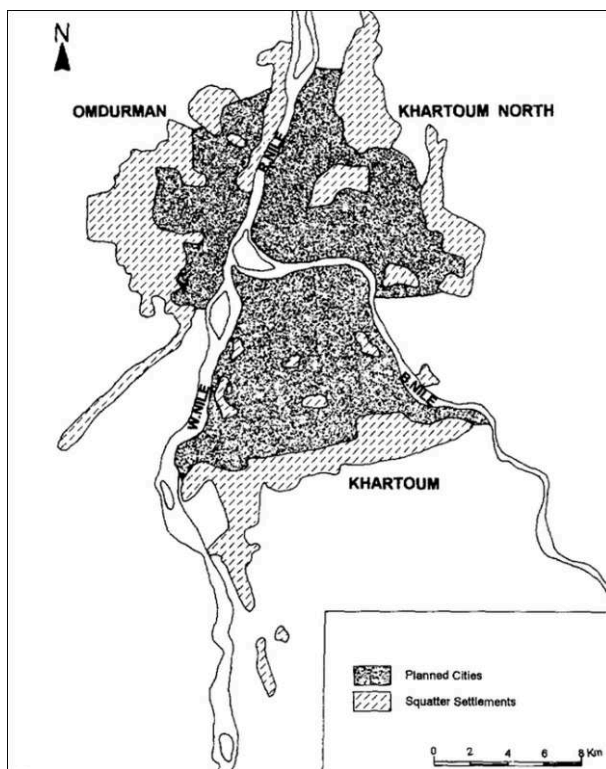
Corten Pérez-Houis et Alice Franck

Introduction

- 1 Les conflits armés qui ont jalonné presque sans discontinuer l'histoire post-coloniale du Soudan n'avaient jusqu'en avril 2023 pas directement pris place au sein de la capitale soudanaise¹. En effet, si l'agglomération du Grand Khartoum a été largement affectée par les conflits, c'est essentiellement en tant que refuge pour les populations des régions marginalisées (Soudan du Sud, Darfour, monts Nouba...) qui fuient les combats (guerre entre le nord et le sud, puis conflit au Darfour) ou les épisodes sahéliens de sécheresse, notamment à compter du milieu des années 1980 (Pérouse de Montclos, 2001). Ces populations se sont établies majoritairement dans les périphéries urbaines précaires et désertiques de la plus grande ville du pays. Si cette histoire de violences se lit notamment dans la morphologie urbaine (Franck, 2020), Khartoum n'avait jusque-là jamais été l'objet de combats intenses de rue et à l'arme lourde, tels que ceux qui s'y déroulent depuis le 15 avril 2023. Les destructions et le désastre humain engendrés par cette guerre rendent d'autant plus cruciale la documentation, sur le temps long, du développement d'une ville qui ne sera plus jamais la même.

- 2 La nécessité de relire et déconstruire la vision dichotomique de la ville, entre un centre-ville citadin et planifié et une périphérie migrante, informelle et parfois appelée *black belt of Khartoum* (El-Bushra et Hijazi, 1995 ; Choplin, 2006), était déjà d'actualité avant la guerre (Illustration 1). Mais cette question se pose désormais avec une acuité particulière. En effet, l'exode de Khartoum, aujourd'hui massif, traduit une logique inverse du processus d'urbanisation tel qu'il est habituellement analysé. Les habitants du centre, qui ont été contraints de quitter la ville plus tôt que ceux des marges, témoignent dans leur fuite de liens forts entretenus avec certaines régions rurales du pays, où ils ont pu se réfugier chez un proche (notamment dans le nord et le centre du pays). Cela contraste *a priori* avec l'ancienneté de leur installation en ville et vient contredire la stigmatisation des « racines rurales » généralement associées aux populations « migrantes » du Soudan du Sud et du Darfour vivant dans les périphéries de la capitale².

Illustration 1 - Une capitale divisée entre des quartiers « planifiés » et des « squatter settlements »



Source : El-Bushra et Hijazi, 1995.

- 3 Désormais, la vie qui se maintient tant bien que mal à Khartoum est pour l'essentiel située dans les périphéries et les quartiers populaires de la capitale. Cette vision duale de l'agglomération du Grand Khartoum a largement été mise en œuvre dans les politiques urbaines coloniales (D'Errico, 2015) et post-indépendance (Bannaga, 1996). Elle a longtemps prévalu et n'a pas disparu des discours contemporains institutionnels et scientifiques – occidentaux comme soudanais (voir sur ce sujet Bakhit, 2015). Elle oblitère toutefois la diversité de la population vivant dans les périphéries, vue comme homogènement exogène et subalterne, comme moins citadine que les habitants des quartiers centraux, alors même qu'elle est devenue, de longue date, majoritaire (Central Bureau of Statistics, 2009). D'autre part, cette approche invisibilise la diversité

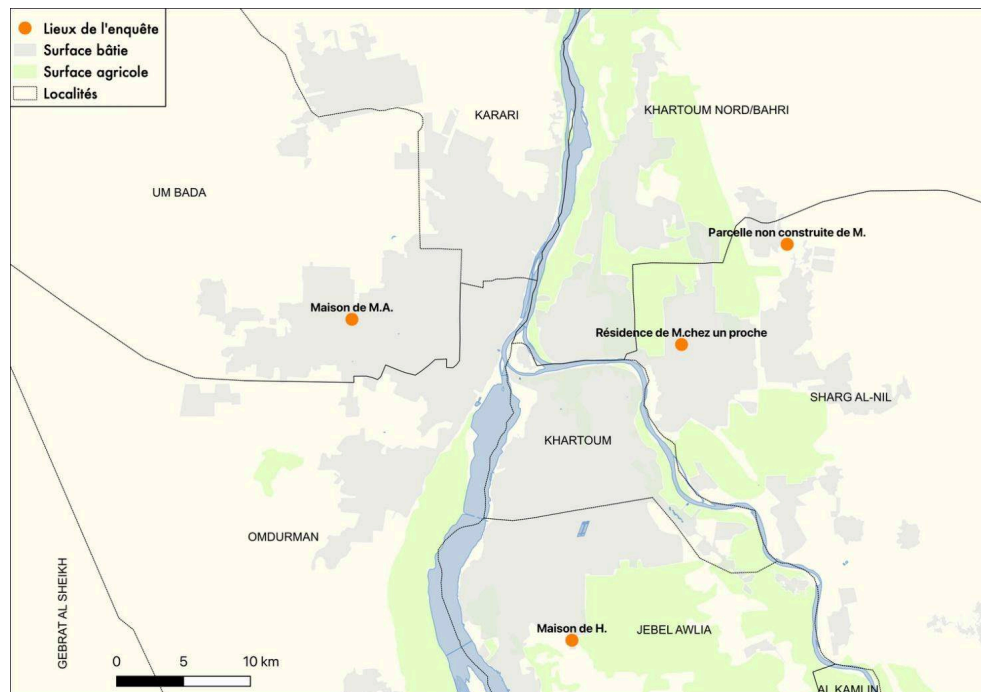
morphologique et sociale croissante des quartiers périphériques dans lesquels prend place une citoyenneté ordinaire, populaire ou non, de la capitale soudanaise.

- 4 Dans la droite ligne des nombreux travaux qui introduisent la notion de citoyenneté (Gervais-Lambony, 1994 ; Lussault et Signoles, 1996), cet article entend rompre avec l'opposition classique citadin/migrant (rural) à travers une analyse croisée de la production urbaine contemporaine de Khartoum et de la construction de citoyennetés individuelles et collectives dans ses quartiers périphériques. Le double objectif est ainsi de mettre en exergue les habitants comme des co-producteurs de la ville et d'éclairer la citoyenneté comme étant intrinsèquement dynamique, et non comme étant une identité immuable (Gervais-Lambony, 2001).
- 5 Khartoum se trouvant à la charnière de plusieurs régions, dont le monde arabe et l'Afrique de l'Est, nous nous nourrissons des études de la citoyenneté dans ces deux aires géographiques. Ce concept, associé à celui d'urbanité, a largement été utilisé pour interroger les modes d'habiter dans les grandes villes du monde arabe, et du Maghreb en particulier (Signoles, 2009 ; Berry-Chikhaoui, 2009). Dans un contexte de croissances urbaines rapides, alimentées notamment par l'arrivée de populations rurales dans les années 1980-1990, l'enjeu était de permettre « une plus grande prise en compte des pratiques et des représentations des habitants des villes » (Berry-Chikhaoui, 2009, 9), que ce soit en étudiant les compétences citoyennes (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000) ou les modes d'appropriation de l'espace (Semmoud, 2001).
- 6 Cela s'est traduit par des réflexions similaires et plus récentes dans le contexte des villes d'Afrique de l'Est, comme l'attestent le volume 32 des *Annales d'Éthiopie* et le présent dossier de la revue *Echogéo*. De façon plus marquée que dans les travaux sur le Maghreb, il s'agit d'intégrer à cette analyse l'étude des enjeux fonciers, des schémas directeurs et des transformations morphologiques de la ville, afin de « questionner les choix politiques en matière d'accès à la ville formelle ou légale des néo-citadins » (Tamru et Saïd Chiré, 2018, p. 14).
- 7 Nourris de ces approches, nous abordons dans cet article la citoyenneté dans les périphéries de Khartoum au prisme du bâti. De nombreuses études interrogent les modes de vie quotidiens des habitants de la capitale soudanaise, qu'ils soient marginaux ou non. Cette approche par le bas et l'ordinaire (Vezzadini *et al.*, 2023) se traduit par des analyses à travers l'emploi (Kameir, 1988 ; Sauloup, 2010), l'appartenance identitaire et politique (Sikainga, 1996 ; Revilla, 2023) ou encore les sociabilités de quartier (Bakhit, 2015). Sans évacuer ces dimensions, il s'agit dans cet article d'étudier les citoyennetés périphériques en partant de la matérialité du bâti et de ses matériaux (Archambault, 2018 ; Choplin, 2020). Cette approche se situe ainsi à l'intersection de processus de production de la ville par le haut (logiques des plans d'aménagement, construction de logements sociaux, stratégies de sociétés immobilières...) et des pratiques des habitants en matière de stratégies d'accession à la propriété, de trajectoires résidentielles et de revendications populaires. À la manière du travail de Claire Mercer (2018) sur Dar es Salaam, cet article propose d'explorer la citoyenneté à Khartoum par le prisme du nexus foncier/bâti/maison.
- 8 Dans cette perspective, nous aborderons la citoyenneté dans les périphéries de la capitale soudanaise à travers plusieurs échelles temporelles et spatiales. Dans un premier temps, nous analyserons l'évolution des politiques d'urbanisation et leurs conséquences sur le bâti, le logement et les populations citoyennes du début des années 2000 à aujourd'hui. Nous montrerons ainsi la complexification croissante et la

revalorisation des périphéries de Khartoum, qui ne sont désormais plus seulement un espace de relégation et de lutte contre l'appropriation illégale de parcelles. Les temporalités plus fines d'accession, d'appropriation et de réappropriation des logements par les individus viendront, dans un deuxième temps, compléter l'analyse et témoigneront de la pluralité des stratégies mises en place par les citoyens pour transformer la ville et construire leur appartenance. Enfin, une troisième partie se concentrera sur les revendications et les contestations collectives qui portent non seulement sur le logement, mais aussi sur ce qui est au cœur du vivre ensemble (services, accès aux biens et aux espaces publics...).

- 9 Cette étude repose en partie sur des entretiens suivis en arabe avec trois individus résidant dans différents quartiers périphériques de la capitale soudanaise : M.A. dans un projet de logement populaire (سكن شعبي) à Dar es Salam (Omdurman), M. qui vit à Hajj Yusif et a acheté une parcelle à al-Hattab (Khartoum Nord) et H. qui occupe un logement populaire à al-Amal (Khartoum) (Illustration 2). L'article repose toutefois plus largement sur la convergence de deux enquêtes longitudinales qualitatives sur le logement, le foncier et les matériaux de construction à Khartoum (Corten Pérez-Houis, depuis 2020, dans le cadre d'une thèse sur la filière de la brique rouge, et Alice Franck, depuis le début des années 2000). Nous nous appuyons ainsi sur une série d'observations et d'entretiens menés en arabe ou en anglais auprès d'acteurs publics locaux et d'habitants afin de proposer une relecture de citoyennetés multiples et en construction dans les périphéries de la capitale soudanaise.

Illustration 2 - Localisation des entretiens effectués



Source : CPH, octobre 2023.

Allouer des terres ou construire des logements : quels citoyens pour les périphéries de Khartoum ?

- 10 Dans les périphéries de Khartoum, le ministère de l'Aménagement urbain s'est longtemps contenté de lutter pour conserver la maîtrise du foncier de la capitale, dans un contexte d'explosion démographique sans précédent. Cela s'est traduit par des programmes d'éradication de l'habitat informel et d'allocation de parcelles, plus ou moins viabilisées, mais dans des périphéries de plus en plus lointaines (Lavergne, 1997 ; Denis, 2006). Depuis le milieu des années 1980, l'agglomération de Khartoum s'étend donc à peu de frais sur les terres semi-désertiques car l'État est propriétaire de l'ensemble de ces terres depuis le Unregistered Land Act de 1970 (Denis, 2006). Le contexte de besoins croissants en logement et d'endettement du pays, associé aux destructions de la crue de 1988, conduit le gouvernement soudanais à faire appel à la Banque Mondiale pour financer le futur schéma de développement de Khartoum (Lavergne, 1997). Ce dernier, officialisé en 1991³, est récupéré par le régime militaro-islamiste au pouvoir depuis le coup d'État de juin 1989 pour servir sa politique clientéliste de développement urbain (Lavergne, 1997). C'est dans ce cadre qu'une politique de *site and services*⁴ est mise en place. Le terrain alloué n'était toutefois dans les faits que peu ou pas assorti de services, sans doute faute de financements⁵. Sharaf Eldin Ibrahim Bannaga, islamiste convaincu de la première heure et ministre de l'Aménagement entre 1989 et 2001, le confirme en revenant sur ses actions : « Donc ce que nous avons fait pour commencer est de miser sur ce que nous avons [la terre] ; Nous leur avons donné une parcelle... parfois avec de l'eau [forage] parfois avec une école [3 ou 4 pièces]. Rien d'autre. Et nous demandions aux gens de développer le reste » (entretien, août 2021).
- 11 Les populations pauvres et pour beaucoup marginalisées trouvent ainsi refuge et s'établissent durablement dans ces périphéries précaires de la capitale soudanaise, participant à son étalement sur les marges désertiques et les terres agricoles. Un virage d'ampleur s'engage toutefois dans les années 2000 avec le début de l'exploitation du pétrole soudanais dont la rente est massivement réinvestie dans la capitale, y compris dans ses périphéries.

Des périphéries qui se différencient : l'État et le privé à la conquête des marges

- 12 Les années 2000 et 2010 sont marquées par une revalorisation et une fragmentation socio-spatiale des périphéries de Khartoum. Ces processus sont d'abord liés à l'exploitation de la rente pétrolière qui est utilisée dans le développement d'infrastructures de transport (routes et ponts), permettant de traverser le Nil et de « rapprocher » certains espaces autrefois marginaux. Le secteur de l'immobilier bénéficie également de cette nouvelle manne financière, ce qui se traduit par des ouvrages de prestige dans les quartiers centraux (Crombé, 2009 ; Choplin et Franck, 2010), mais aussi par une multiplication des projets résidentiels de grande ampleur en périphérie.
- 13 Ces projets sont assurés par des acteurs publics comme privés. Les terres prennent de la valeur, la spéculation augmente et bâtir la ville devient rentable, trop rentable pour

que les autorités urbaines se contentent d'allouer des parcelles périphériques à bas prix aux populations les plus pauvres (Franck, 2020). Loin de donner un nouveau souffle aux dépenses de l'État en matière sociale, la rente pétrolière ne profite qu'à une minorité et accélère au contraire la néolibéralisation de l'économie et la privatisation des services publics engagées lors de la période précédente (Elhadary et Samat, 2011 ; Crombé et Sauloup, 2016). À compter des années 2000, les plans de logements populaires abandonnent progressivement le schéma *site and services* au profit de la construction d'unités de logement rudimentaires, menée par le récemment renommé Fonds pour le logement et la construction de l'État de Khartoum. Ils sont notamment situés au nord-ouest de la capitale, vers le quartier non desservi et non viabilisé d'al-Fath. Les projets immobiliers destinés à attirer en périphérie une frange plus aisée de la population urbaine se localisent, eux, en priorité dans les espaces bien reliés au centre-ville. C'est le cas du sud de Khartoum, le long de la route menant à Soba, qui dessert les premiers compounds résidentiels fermés tels que Tara, Arak City ou al-Yasmin (Illustration 3) (Elhadary et Ali, 2017). Ces *gated communities* sont souvent le fait d'un partenariat entre l'État de Khartoum, qui accorde et monnaie l'accès aux terres via le ministère de l'Aménagement urbain, et des investisseurs privés (locaux et étrangers) qui développent les logements et les vendent.

Illustration 3 - Brochure publicitaire pour le compound al-Yasmine situé au sud-est de Khartoum



- 14 Par ailleurs, au-delà des capitaux tirés de la rente pétrolière et de l'arrivée de nouveaux investisseurs étrangers, ce développement rapide aux marges de la capitale est permis par l'introduction d'un nouveau matériau de construction : le parpaing de ciment (Illustration 4). Le début des années 2000 est en effet marqué à Khartoum par la multiplication des unités de production de ce matériau, notamment détenues par des investisseurs turcs et palestiniens. À la différence de la brique rouge, matériau traditionnel dans les zones urbaines soudanaises et dépendant des ressources

disponibles dans la vallée du Nil (limon et eau), le parpaing peut être produit n'importe où. De plus, sa grande taille permet une construction rapide. Les frais de main-d'œuvre et de transport sont ainsi considérablement réduits pour les chantiers à la périphérie de la capitale.

Illustration 4 - Usine de parpaings à Salha



Source : CPH, avril 2022.

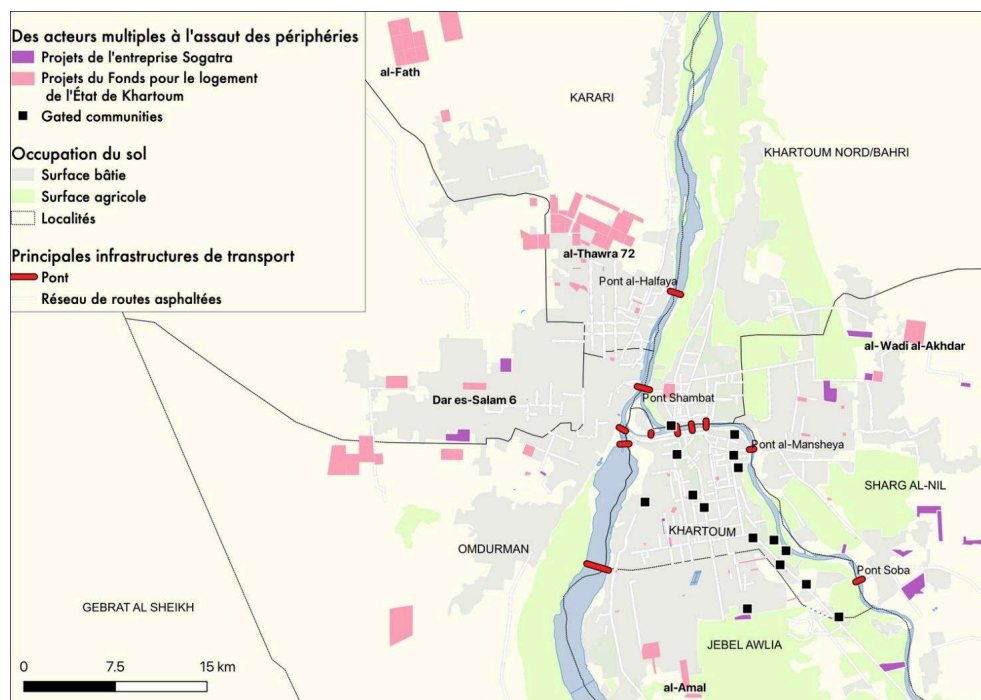
- 15 Mais ce processus d'extension rapide et de revalorisation sociale et économique des périphéries s'accompagne d'une différenciation accrue entre ces espaces. La revalorisation des périphéries au sud-est de la capitale prend un tour brutal dès lors que le quartier de Soba Aradi, adjacent au projet Saria 1 (Elhadary et Ali, 2017) et occupé illégalement depuis les années 1980, est violemment déguerpi en 2005. Cet épisode se solde par des dizaines de morts⁶ et par la relocalisation des habitants au nord-ouest d'Omdurman, à environ 40 km du centre-ville, dans le quartier d'al-Fath. Ce déplacement de population rappelle que toutes les périphéries ne se valent pas. Certaines sont destinées au développement de compounds à destination des élites de la capitale, tandis que d'autres deviennent de nouvelles marges.
- 16 L'ensemble de ces transformations récentes conduit à une remise en cause profonde de la vision duale de Khartoum qui prévalait jusqu'alors, entre un centre attirant tous les investissements et des périphéries marginalisées perçues comme l'incarnation d'un développement incontrôlable de la ville. Nous proposons d'analyser cette complexification des périphéries à travers les stratégies de valorisation et de ciblage des citoyens menées par deux acteurs majeurs : le Fonds pour le logement et la construction de l'État de Khartoum et la société privée Sogatra For Real Estate & Investment.

Bâtir ou ne pas bâtir, deux modes de valorisation par le haut des périphéries à Khartoum

- 17 Le développement de projets résidentiels dans les périphéries de Khartoum s'opère selon deux principaux modèles : la vente de parcelles nues mais reliées aux infrastructures de service, et l'allocation de constructions modestes, non desservies par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement – au moins dans un premier temps. Ces deux modèles transforment différemment les périphéries de Khartoum et sont adoptés par des acteurs variés, mais ils tendent tous deux à cibler les classes moyennes, du moins solvables, de la capitale, au détriment des populations les plus précaires.
- 18 Comme nous l'avons indiqué, l'allocation de logement aux classes précaires sous la forme du *site and services* est progressivement abandonnée par l'État de Khartoum et son ministère de l'Aménagement urbain au cours des années 2000. Les acteurs publics le justifient en mettant en avant l'incapacité des populations ciblées à construire leur logement (Hamid et Mohamed Elhassan, 2014). Le Fonds pour le logement, bras armé du ministère de l'Aménagement urbain en matière de programmes publics de logement, change ainsi de stratégie et livre désormais des parcelles assorties d'une unité de logement, construite en parpaings de ciment et composée d'une à deux pièces maximum (*incremental* ou *core housing*). Son prix, même raisonnable, exclut de fait les populations les plus vulnérables (Franck, 2020). Par ailleurs, à la livraison, ces programmes de logements populaires ne sont souvent pas reliés aux infrastructures de service. Ce repositionnement du Fonds du logement sur la promotion immobilière visant des segments plus solvables de la population urbaine est particulièrement visible dans le bloc al-Thawra 72. Construit entre 2003 et 2011, il illustre l'ensemble de ces changements de politique (Awad, 2018) : ce ne sont plus des parcelles, mais des logements qui sont livrés, dont 58 % sont dédiés au logement populaire, et 37 % sont vendus au prix du marché de manière à permettre le financement croisé du projet. Le projet intègre par ailleurs 64 unités dites d'« investissement » (5 % des lots), c'est-à-dire la catégorie de logement la plus élevée fournie par cet acteur public.
- 19 De son côté, l'entreprise Sogatra, fondée en 2006 par un investisseur yéménosoudanais, mise sur la stratégie opposée. Cette société s'est spécialisée dans le rachat de terres agricoles en périphérie de Khartoum. Avec l'assentiment du ministère de l'Aménagement, elle transforme le statut en « terres habitables » avant de les diviser en lots, de les raccorder aux infrastructures de services et enfin, de les vendre selon un système de crédit par tranche (3 ans). Elle illustre, d'une autre manière, le nouveau positionnement des autorités locales sur le développement urbain : leur priorité est désormais de profiter du mouvement spéculatif qui s'amorce sur les terres périphériques en attirant et contractant des investisseurs immobiliers privés (vente de la terre, et de sa transformation en terre habitable, promotion du développement privé d'infrastructures urbaines). À un autre niveau, ce mouvement renvoie à la manière dont le régime privatise des pans entiers de l'aménagement urbain sans jamais s'en désengager complètement, ce que Laure Crombé et Guillaume Sauloup ont notamment décrit à travers les cas des services de l'eau et du commerce de rue (2016).
- 20 Comme on le voit sur la carte des programmes du Fonds et de Sogatra (Illustration 5), les deux modèles investissent des périphéries différentes, mais ils se juxtaposent aussi dans certains quartiers, comme au nord-est de Khartoum. Les deux acteurs entrent en concurrence sur la catégorie de citoyens qu'ils ciblent et le modèle de développement

urbain adopté. Le directeur de Sogatra annonce viser les « citoyens simples » (entretien, août 2019), autrement dit les fonctionnaires et les salariés. Mais ceux-ci correspondent également au public visé par le Fonds sur les logements populaires (Franck, 2020), comme sur ceux vendus au prix du marché (logements dits « économiques »). Le directeur du Fonds critique ainsi le modèle développé par les sociétés privées comme Sogatra : « Ce type de développement, si tu regardes bien, tu verras que ces projets privés ne sont pas bien construits. Ils ne forment pas des villes. Et, au final, cela prendra 15 ou 20 ans de les construire. N'est-ce pas le gouvernement qui amène les services là-bas ? Qui y construit les écoles ? » (entretien, février 2020). Le Fonds pour le logement, en se tournant progressivement vers ces mêmes classes moyennes, en construisant davantage de logements de niveau « économique » et « investissement » (Franck, 2020), se désintéresse du logement à destination des couches les plus populaires. C'est l'autocritique portée par un des employés de cette institution : « Depuis 2014, la priorité de l'État soudanais est le profit et le capitalisme. Il n'y a pas eu de nouveau projet de logement populaire depuis » (entretien, avril 2022). Cette déclaration est à mettre en relation avec la séparation du Soudan du Sud en 2011 qui a mis un terme à une décennie de rente pétrolière et a rapidement replongé le pays dans des difficultés économiques. Dans ce contexte, la vente des terres dans la capitale devient une, si ce n'est la principale ressource de l'État de Khartoum (Franck, 2020).

Illustration 5 - Khartoum, des périphéries qui se complexifient



Source : CPH, octobre 2023.

- 21 L'analyse des stratégies contemporaines de ces deux acteurs témoigne d'une même volonté de cibler les classes moyennes solvables⁷ aux dépens des populations plus précaires, accentuant ainsi la fragmentation socio-spatiale des périphéries. Un autre fonctionnaire du Fonds pour le logement défend toutefois la stratégie de son institution, en affirmant qu'elle maintient l'objectif de fournir un « abri » (مأوى) à tous les citoyens tout en fournissant des services « adaptés » (مناسبة). Il rejette ensuite la

responsabilité de la valorisation du logement sur les habitants : « On parle de services adaptés, c'est sûr, pas de bons services. [...] Mais après, ils peuvent améliorer leur logement s'ils le souhaitent » (entretien, avril 2022). Ce sont ces stratégies résidentielles et d'appropriation du bâti à l'échelle individuelle, qu'il s'agit désormais d'étudier plus en détail pour affiner l'analyse des transformations contemporaines des citoyennetés périphériques à Khartoum.

De l'accès au logement à son appropriation, la construction d'une citoyenneté au cœur de stratégies individuelles

- 22 Après avoir analysé les différentes recompositions en cours des périphéries du Grand Khartoum, en montrant notamment le rôle déterminant des acteurs institutionnels publics et privés, nous proposons d'affiner cette analyse de la production de la citoyenneté en articulant ces logiques à des processus et stratégies observables au niveau individuel et à l'échelle micro-locale.
- 23 Pour cela, nous nous appuyons sur des entretiens suivis avec trois citoyens qui résident dans chacune des trois villes qui composent la capitale soudanaise (Khartoum, Omdurman et Khartoum Nord/Bahri) (Illustration 2). M.A. est un ancien professeur d'école, originaire de Nyala (Darfour). Il est arrivé à Khartoum en 2004 pour que ses enfants puissent poursuivre leurs études, et il s'y est définitivement installé en 2009 dans une unité de logement populaire à Dar es Salam (Omdurman). H., lui, est né dans la région du Jebel Marra (Darfour) mais a grandi à Khartoum et a obtenu un logement populaire en 2003, dans le projet al-Amal, situé au sud de la capitale. M., enfin, est né dans le nord, à Ad-Damir, et a grandi dans la capitale où il travaille périodiquement dans des organisations humanitaires. Depuis 2002, il vit sur la parcelle inoccupée d'un oncle, située dans un quartier aujourd'hui péricentral de la ville, Hajj Yusuf. Il a acheté en 2015 une parcelle nue dans la zone de al-Hattab, au nord-est de la capitale. Il cherche depuis à y construire une maison, mais sans succès.
- 24 Chacune de ces trois personnes s'est installée, ou cherche à s'installer dans un quartier éloigné de 20 à 30 km du Soug al-Arabi, le centre-ville historique de Khartoum⁸. Ils ont tous une famille à charge. H. n'a pas d'enfant, mais en tant que fils unique, il a la charge de sa mère et de ses sœurs. Tous trois appartiennent à des groupes stigmatisés⁹, et seul M.A. a un bagage scolaire. À partir de ces trois études de cas, réparties dans différentes périphéries de la capitale, il s'agit d'analyser le rapport au logement et à la ville de ces trois citoyens.

Des trajectoires et stratégies résidentielles inégales pour accéder à la propriété

- 25 Les chemins pour accéder à la propriété d'un terrain ou d'un logement en périphérie de Khartoum sont souvent longs et peu linéaires. L'accession à la propriété est à Khartoum la meilleure manière de s'ancrer en ville et de ne plus dépendre de loyers exorbitants et très fluctuants dans un contexte économique troublé (Franck, 2016). C'est également l'assurance de pouvoir louer une partie de la maison ou de vendre en cas de coup dur (Abdalla, 2008).

- 26 Le Fonds pour le logement de l'État de Khartoum est une voie privilégiée pour les personnes précaires mais disposant d'un revenu régulier. C'est ce qu'a fait H., chauffeur privé, en déposant une demande auprès de cette institution en 1994. Bien que sa mère soit veuve d'un militaire, ce qui facilite l'accès à la demande selon les critères du Fonds, H. n'a obtenu le droit à un logement qu'en 2003, dans le quartier d'al-Amal, alors encore en cours de construction au sud de la capitale. Après le versement d'une première avance (20 % des frais de construction), le système prévoit ensuite un remboursement régulier sur dix à douze ans, durée pendant laquelle il est impossible de s'installer dans son lot ni de le revendre (Franck, 2020). Cette contrainte, prévue pour garantir le paiement intégral du logement et empêcher les spéculations immobilières et les reventes successives, est vécue par H. à la fois comme une nécessité pour garantir un toit durable à sa famille et comme un obstacle à ses projets de migration : « Maintenant, j'ai fini de payer la maison, j'ai sécurisé ma mère et mes sœurs, je peux vivre ma vie » (entretien, août 2016).
- 27 Cette règle n'empêche qu'un temps la revente des logements sociaux. M.A. est par exemple arrivé à Khartoum en 2004 et a d'abord été hébergé à Dar es Salam (bloc 6) pendant cinq ans, dans le logement social que son frère, fonctionnaire ministériel, avait obtenu à travers le syndicat des employés. Cette occupation temporaire, permise par des réseaux familiaux, s'est avérée être une première étape nécessaire vers l'accès à la propriété puisque c'est à un voisin de son frère qu'il a racheté en 2009 le logement où il vit depuis. Il réside ainsi dans une maison construite dans un plan de logement social, mais acquise par transaction entre particuliers. Le coût de vente de sa propriété a d'ailleurs fortement augmenté selon M.A., ce qui témoigne de l'inflation exponentielle et de la forte dévaluation de la monnaie au Soudan, mais aussi de l'attractivité croissante de cette zone périphérique : « J'ai acheté la maison en 2009 pour 45 000 SDG, maintenant elle en vaudrait 2 millions¹⁰, mais je ne vendrai pas » (entretien, avril 2022). Ce refus atteste de son ancrage à Khartoum et de son attachement à un logement qu'il est parvenu à acheter et dans lequel il a beaucoup investi.
- 28 Enfin, pour M., ce n'est pas tant l'accès à la propriété qui a posé problème, mais plutôt la construction de son logement. Contrairement aux deux exemples précédents, cet habitant de Khartoum a acheté dans le quartier de al-Hattab une parcelle nue de 300 m² en 2015 à un membre d'une tribu appelée les Batahin qui habitent cette terre de façon sédentaire depuis les années 1950 (Ben Hounet *et al.*, 2011). Il a ainsi le projet de construire sa propre maison, ce qui passe d'abord par l'achat des matériaux. Étant donné leur coût important, son plan était d'en acheter une certaine quantité chaque année, de les stocker sur sa parcelle, puis de les utiliser. Le choix prévu des matériaux est révélateur de son ambition : « Si j'ai un bon budget, je construirai en brique rouge¹¹ [...], c'est un meilleur investissement et ça laisse la possibilité de construire un étage. C'est quelque chose pour le futur » (entretien, avril 2022). Si le fait de bénéficier d'un logement plus proche du centre lui permet de ne pas être dans l'urgence, cela retarde la mise en œuvre d'une construction ailleurs.
- 29 Ces trois exemples illustrent l'articulation d'ambitions personnelles et de projets de vie avec la matérialité de l'accès à la propriété dans les périphéries de la capitale soudanaise. Ces processus prennent du temps et sont marqués par de nombreuses périodes d'attente et moments d'installation temporaire. Différentes stratégies sont en effet mises en place par ces citoyens pour combler ces phases, notamment en attendant de s'installer définitivement dans le logement. C'est ce que rappelle M.A. : « Certains

louent aussi leur maison car ils ne veulent pas s'installer dans ces zones nouvelles, où il n'y a souvent personne et où les services sont incomplets » (entretien, avril 2022). Le Fonds pour le logement ne livre qu'une résidence sommaire, souvent construite en parpaings de ciment et constituée d'une seule pièce et d'un mur d'enceinte (Illustration 6). Les nouveaux propriétaires qui ne souhaitent pas s'y installer directement peuvent alors louer temporairement ce logement à des ménages plus précaires, qui « gardent la maison intacte » selon M.A. Ces situations de location ne sont pas rares dans les logements sociaux, comme l'atteste une enquête statistique effectuée dans 17 blocs à Omdurman et qui révèle que le taux moyen de locataires est de 38 % (Ishaiger, 2019).

Illustration 6 - Unités de logement social à al-Wadi al-Akhdar



Source : CPH, avril 2022.

Des citoyens propriétaires qui transforment et s'approprient le bâti

- 30 Une fois installés dans leur logement, ces citoyens adoptent différentes stratégies pour se réapproprier la construction sommaire dont ils sont devenus propriétaires, et ainsi se sentir davantage chez eux, à la fois dans la maison, dans le quartier et dans la ville.
- 31 Lorsque M.A. a acquis son logement en 2009 à Dar es Salam, il s'est rapidement engagé dans des projets d'extension, notamment pour pouvoir accueillir sa famille dans de meilleures conditions. Il s'est ainsi procuré des parpaings de ciment et a fait ajouter plusieurs pièces à l'unité initiale, dont un salon et une bibliothèque : « À l'origine, il n'y avait qu'une cuisine, une chambre et une salle de bains. Maintenant, j'ai rentabilisé le reste de la surface » (entretien, avril 2022). C'est également ce qu'a fait H., qui s'est installé dans son logement à al-Amal avec sa famille en 2007 une fois le raccordement à

l'électricité et des travaux effectués. Il a démantelé l'unité existante pour complètement reconstruire son logement, avec le plan et les matériaux souhaités.

- 32 Le choix du matériau semble à nouveau important dans cette volonté de réappropriation du bâti. Le parpaing de ciment, utilisé par le Fonds pour le logement pour construire rapidement et à moindre coût de très nombreuses unités, est perçu par les habitants comme inadapté au climat soudanais : « Il chauffe avec la chaleur et refroidit avec le froid » (M., entretien, avril 2022). Au contraire, la brique rouge est décrite comme plus durable et plus solide. M.A. avait par exemple privilégié le parpaing pour les premières extensions de son logement, à la fois pour des raisons économiques, de temps et de proximité avec les usines réparties dans toute l'agglomération. Mais il est désormais confronté à la faible qualité de ce matériau qui se fissure à cause d'un sous-sol très instable (Illustration 7) : « Je ne savais pas pour les fissures et j'étais pressé, donc j'ai acheté des parpaings de ciment. Mais maintenant, je n'utiliserai que de la brique rouge » (entretien, avril 2022). Il a ainsi réalisé son extension la plus récente en briques rouges (Illustration 8), ce qui témoigne à nouveau de sa volonté de s'installer dans ce logement sur le long terme.

Illustration 7 - Un mur construit en parpaings qui se fissure



Source : CPH, avril 2022.

Illustration 8 - L'extension la plus récente, en briques rouges, du logement de M.A. à Dar es Salam (bloc 6)



Source : CPH, avril 2022.

- 33 Si cette appropriation du bâti, qui semble être un marqueur fort de citoyenneté des habitants, est visible à l'échelle de quartiers entiers (Illustration 9), nous avons également observé des différences d'un logement à un autre. À Dar es Salam, le voisin de M.A. a complètement rasé son unité initiale de logement populaire pour construire un immeuble de deux étages qui accueillera la future famille de ses enfants (Illustration 10). Selon M.A., cela est lié à l'enrichissement de ce voisin qui est expatrié en Arabie saoudite et a les capacités de financer la construction de ce petit immeuble qui contraste avec les maisons de plain-pied majoritaires dans les périphéries de la capitale. À l'instar de ce qu'a démontré Claire Mercer (2018) en Tanzanie, une différenciation sociale entre les membres d'un même quartier s'opère à travers ces transformations matérielles et esthétiques du bâti. Une fois le logement populaire acquis, sa valorisation dépend des moyens économiques du propriétaire, ces extensions constituant ainsi un horizon d'attente pour de nombreux citoyens comme M.A. : « Si j'avais les moyens, je ferais la même chose » (entretien, avril 2022).

Illustration 9 - Dans les blocs de al-Wadi al-Akhdar, la juxtaposition de logements appropriés (à droite) et non occupés (à gauche)



Source : Google Earth, 2022.

Illustration 10 - Dans le bloc Dar es-Salam 6, l'extension horizontale et verticale d'une ancienne unité de logement social par le voisin de M.A.



Source : CPH, avril 2022.

- 34 L'accès à la propriété n'est donc pas l'unique condition pour l'émergence d'une citoyenneté, comprise ici au sens de sentiment d'appartenance et d'installation durable dans un quartier de la capitale. Cela passe également par des ajustements successifs et des extensions du bâti, l'appartenance à la périphérie urbaine se construisant à

l'articulation de processus économiques, sociaux et matériels. Toutefois, malgré les différentes extensions réalisées par M.A. et sa relative ancienneté dans le quartier, il affirme ne pas s'y sentir vraiment intégré, notamment en raison de ses fréquents allers-retours au Darfour. Sa femme aurait par exemple plus de relations avec les voisins. Cette nuance rappelle que la citoyenneté ne se construit pas que de manière individuelle, mais qu'elle dépend également de processus plus collectifs et à l'échelle du quartier.

Revendiquer collectivement son droit à la ville

- 35 Les parcours d'accès, construction et transformation de logements à Khartoum ne relèvent pas toujours uniquement de stratégies individuelles. En effet, dans les périphéries précaires de la capitale soudanaise, les déplacements intra-urbains forcés ont été nombreux et représenteraient parfois plus de 50 % de la population de ces marges urbaines (Jacobsen, 2008). Lorsqu'elles ont été couplées à des programmes de relocalisation, ces trajectoires de déguerpis ont marqué les mémoires et soudé les communautés : « On est arrivé le 15 octobre 1992. Nous avons tous été déplacés de chez nous et installés à al-Inghaz. La population d'une ville complète de six blocs. Nous étions 6000 personnes à peu près. [...] On se connaît tous. Je peux dire qui est le père de telle personne et qui est la grand-mère d'une autre. Si on me demande si je connais quelqu'un qui habite au bloc 1, je le reconnaitrai » (D., entretien, août 2021). Qu'il s'agisse des négociations collectives menées pour ne pas être séparés dans les nouveaux espaces d'installation, ou de celles pour faire partie du programme de réhabilitation sur place, elles participent de la construction d'un sentiment d'appartenance à une même communauté et au quartier (Bakhit, 2015 ; Revilla, 2023).
- 36 De la même manière, des années de *self-help*¹² et d'absence de services publics urbains ont habitué les citoyens à mener des initiatives collectives à l'échelle du quartier ou du bloc pour obtenir ici la connexion électrique (Basheir, 2021), ou là, la connexion à un réseau d'eau (Crombé et Sauloup, 2016). Ces initiatives sont souvent canalisées, contrôlées et récupérées par les comités populaires, une institution partisane micro-locale de l'ancien régime d'Omar el-Béchir (Baillard et Haenni, 1997 ; Mahé, 2018 ; Revilla, 2021). D. en témoigne pour le quartier d'al-Inghaz où le raccordement total à l'électricité a été terminé en 2010 : « À un moment donné, il y avait un service pour recevoir du sucre subventionné aux habitants des différents quartiers. Nous avons collectivement demandé de ne pas bénéficier de ce service pour pouvoir à la place financer le raccordement à l'électricité » (entretien, août 2021). Des initiatives à l'échelle des quartiers se poursuivent dans les nouveaux quartiers non raccordés dont Razaz Basheir (2021) montre les déclinaisons nouvelles avec l'apparition de formes d'autoproduction via l'énergie solaire, symboles des reconfigurations du rapport à l'État, à l'énergie et à la ville. Dans les quartiers raccordés de longue date, les déficiences du réseau sont de moins en moins bien vécues par les citoyens qui manifestent dans les rues leur mécontentement (Casciarri et Deshayes, 2021). M. et H. participent par solidarité et devoir au *nafir*¹³ de leur quartier, un travail solidaire effectué en commun qui, dans leur cas, concerne principalement le nettoyage du quartier visant à pallier l'absence ou l'insuffisance du ramassage d'ordures. Tous ces exemples de mobilisations des habitants pour de meilleurs services urbains illustrent comment la citoyenneté se construit et se revendique au quotidien à l'échelle micro-locale du quartier (Bayat, 1997). Les sociabilités s'y organisent aussi, notamment autour

des *midan*, terrains publics où se jouent les matchs de foot des jeunes, où s'installent les clubs, où l'on peut boire le thé chez une *sitachai* (dame à thé), où l'on converge pour la prière à la mosquée... Ces usages de l'espace public participent jusqu'à l'identité des quartiers populaires (Casciarri, 2023). Le passage de l'espace public au foyer y est également plus aisé, les portails comportant la plupart du temps un système d'ouverture depuis l'extérieur, signe des circulations importantes dans les voisinages.

- 37 Enfin, l'échelon du quartier s'est retrouvé en première ligne lors de la Révolution de décembre (2018-2019) via les comités de résistance¹⁴ qui ont, dès le début du mouvement, organisé les manifestations, la lutte contre le régime et la protection des activistes. Après la chute du régime, lors de la période de transition¹⁵, les comités de résistance se diffusent à tous les quartiers de la ville et s'institutionnalisent en remplaçant les comités populaires. Ils se structurent avec leur branche dédiée aux services des habitants. Dans le quartier de M., ils organisent la distribution des produits subventionnés et recensent le nombre d'habitants par foyer. Ce recensement était censé préparer le grand programme de soutien à la démocratisation soudanaise du FMI, mais il aura à peine le temps d'être mis en œuvre avant d'être interrompu par le coup d'État d'octobre 2021 et la guerre en cours. Ils négocient l'approvisionnement de gaz qui partout se met à manquer et surveillent les boulangeries pour qu'elles n'augmentent pas le prix du pain plus que de raison (El Gizouli, 2020). Ils relaient les appels de la commission de liquidation des affaires de l'ancien régime, poussant par exemple les citoyens à déposer plainte sur le détournement des *midan* lorsque ces derniers ont servi des appétits privés, et non des initiatives collectives. Environ 400 plaintes ont été enregistrées en un mois pour la seule ville de Khartoum et elles touchent aussi bien les quartiers centraux que périphériques d'après le procureur chargé du dossier (entretien, 2021), ce qui montre l'importance accordée à ces espaces du commun. Après le coup d'État d'octobre 2021, les comités de résistance redescendent dans la rue et se positionnent en gardiens de la révolution du peuple. Au commencement de la guerre, ils se mobilisent encore, aidant les habitants à fuir Khartoum, organisant la mise en place de centres médicaux d'urgence dans les périphéries et venant suppléer tant bien que mal la destruction de l'infrastructure hospitalière du centre-ville.
- 38 Aucun des trois citoyens que nous avons suivis n'a par ailleurs été actif au sein du comité de résistance de son quartier, en lien peut-être avec leur âge, leur non militantisme et leur position sociale dans la société soudanaise. M. est par contre très au fait des activités de la branche dédiée aux services où son voisin et ami a été recruté pour son aura dans le voisinage.

Conclusion

- 39 En s'intéressant à l'articulation entre politiques urbaines, réappropriations individuelles du bâti et revendications collectives de quartier, cet article a cherché à complexifier la compréhension des périphéries du Grand Khartoum. La revalorisation de ces espaces périphériques, visible dans les plans de promotion immobilière comme dans la construction de sociabilités locales, ne doit toutefois pas faire oublier leur marginalité persistante dans la capitale. Un gardien d'une usine de parpaings à al-Hattab, rencontré en avril 2022, observe ainsi une distance physique, matérielle et économique entre les « gens de Khartoum » et les populations vivant en périphérie :

« Plus tu t'approches du centre, plus les gens utilisent la brique rouge. Mais ici, c'est du parpaing de ciment, c'est pour les gens pauvres » (entretien, avril 2022). Ces mots rappellent la valeur sociale fluctuante de la brique rouge : considérée comme un matériau commun et populaire dans les quartiers centraux et par les classes supérieures, elle reste un marqueur de privilèges dans de nombreuses périphéries, où l'augmentation de son prix et sa faible accessibilité apparaissent comme des critères déterminants. À l'image de ces variations qui dépendent de facteurs sociaux, spatiaux et économiques, la distinction centre-périphérie reste prégnante pour de nombreux habitants de Khartoum, mais cet article a aussi montré la grande hétérogénéité sociale, morphologique et matérielle de ces périphéries. L'analyse de la construction des citoyennetés en périphérie, à l'articulation de processus matériels, fonciers et sociaux (Mercer, 2018), permet de mettre en lumière cette complexité et l'impossibilité de réduire ces espaces à une *black belt* de la capitale soudanaise.

- 40 Enfin, il est nécessaire de rappeler que l'ensemble des analyses proposées dans cet article sont à replacer dans le contexte de la guerre en cours au Soudan. Les trajectoires résidentielles, les stratégies d'accès à la propriété et la mise en œuvre des politiques d'aménagement en sont bien sûr bouleversées. Si M.A. garde la maison familiale en attendant la fin des combats, H. a emporté le titre de propriété de son logement d'al-Amal dans sa fuite, témoignant de l'importance que revêt ce logement pour lui et sa famille. H. et M. prennent des nouvelles de leur habitation par le biais de voisins et seront renseignés en cas d'intrusion. Il nous semblait ainsi important de continuer à parler de ce pays et de cette ville, autrement que par le prisme militaire et géopolitique, et en l'occurrence à travers les pratiques ordinaires des citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdalla M. A., 2008. Poverty and inequality in urban Sudan: policies, institutions and governance [En ligne]. Leiden, African Studies Centre. URL: <https://hdl.handle.net/1887/13106>
- Archambault J. S., 2018. 'One beer, one block': Concrete aspiration and the stuff of transformation in a Mozambican suburb, *Journal of the Royal Anthropological Institute* [En ligne], vol. 24, n° 4, p. 692-708. URL: <https://rai.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1467-9655.12912> - DOI: <https://doi.org/10.1111/1467-9655.12912>
- Awad Z., 2018. *Exploring sustainability in providing low-cost housing in Khartoum-Sudan*, Londres, Communication présentée au *Sustainable Design of the Built Environment-SDBE 2018*.
- Baillard I., Haenni P., 1997. Libéralité prétorienne et État minimum au Soudan, *Égypte/Monde arabe* [En ligne], n° 32, p. 71-96. URL: <http://journals.openedition.org/ema/1671> - DOI: <https://doi.org/10.4000/ema.1671>
- Bakhit M.A.G., 2015. *Identity and Lifestyle Construction in Multi-ethnic Shantytowns: A Case Study of Al-Baraka Community in Khartoum, Sudan*. LIT Verlag Münster, 175 p.
- Bannaga S.E.I., 1996. *Mawa: Unauthorised and squatter settlements in Khartoum. History, magnitude, and treatment*. The Ministry of Engineering Affairs.

Basheir R.H., 2021. *Electricity Supply in Khartoum: the planned, the delivered, the experienced* [Mémoire de recherche]. University of Cape Town, Faculty of Science.

Bayat A., 1997. Un-civil society: The politics of the « informal people », *Third World Quarterly*, vol. 18, n° 1, p. 53-72. DOI: 10.1080/01436599715055

Bellion-Jourdan J., 1997. L'humanitaire et l'islamisme soudanais. Les organisations Da'wa Islamiya et Islamic African Relief Agency, *Politique africaine*, n° 66(1), p. 61-73. DOI: 10.3406/polaf.1997.6045

Ben Hounet Y., Casciarri B., Dupret B., Ireton F., Wilson A., 2011. Pratiques de l'appropriation foncière en contexte musulman, *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial* [En ligne], n° 10/11, document 7. URL: <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1275> - DOI: <https://doi.org/10.4000/transcontinentales.1275>

Berry-Chikhaoui I., 2009, Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe, *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée* [En ligne], n° 18, p. 9-20. URL: <http://journals.openedition.org/emam/175> - DOI: <https://doi.org/10.4000/emam.175>

Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., 2000. *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe*. Paris, Editions Karthala, 406 p.

Casciarri B., 2023. Being Dayāma: Social Formation and Political Mobilisation in a Working Class Neighbourhood of Khartoum. In Vezzadini E., Seri-Hersch I., Revilla L., Poussier A., Abdul Jalil M. (dir.), *Ordinary Sudan, 1504-2019*. De Gruyter, p. 473-504. DOI: 10.1515/9783110719611-017

Casciarri B., Deshayes C., 2021, « Nous sommes assoiffés ! » : réflexions sur les mouvements de protestation pour l'accès à l'eau à Khartoum, Soudan (2015-2016). In Blanchon D., Casciarri B. (dir.), *L'accès à l'eau en Afrique : Vulnérabilités, exclusions, résiliences et nouvelles solidarités*. Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, p. 211-232. DOI: 10.4000/books.pupo.9525

Central Bureau of Statistics, 2009. *Fifth Population Census Of Sudan*.

Choimet G., 2020. De la pertinence de l'utilisation de comparatifs ethnoarchéologiques pour l'étude des structures architecturales antiques. Exemple de la confection des briques au Soudan à l'époque méroïtique [En ligne sur HAL], *Sources. Material & Fieldwork in African Studies*, n° 1, p. 43. URL: <https://shs.hal.science/halshs-02864043v2>

Chopin A., 2006. *Fabriquer des villes capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée* [doctorat] [Accessible sur HAL]. Paris, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I. URL: <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00419957>

Chopin A., 2020, *Matière grise de l'urbain. La vie du ciment en Afrique*. Genève, Métis Presses, 256 p.

Chopin A., Franck A., 2010. A Glimpse of Dubai in Khartoum and Nouakchott: Prestige Urban Projects on the Margins of the Arab World, *Built Environment*, vol. 36, n° 2, p. 192-205. URL: <https://shs.hal.science/halshs-00547524/document> - DOI: 10.2148/benv.36.2.192

Crombé L., 2009, « Building Khartoum's future » ?, *EspacesTemps.net* [En ligne]. URL: <https://www.espacestemp.net/articles/building-khartoum-future/>

Crombé L., Sauloup G., 2016. Autoritarisme, hybridation et pratiques du pouvoir dans le Grand Khartoum : une étude des services de l'eau et du commerce de rue, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique* [En ligne], n° 30. URL: <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4018> - DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4018>

Denis E., 2006. Khartoum : ville refuge et métropole rentière [En Ligne sur HAL], *Cahiers du Gremamo*, n° 18, p. 87-127. URL: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00366515En>

- d'Errico M., 2015. *The Tropical Utopia Khartoum: British Colony 1898-1910*. Terra Ferma Edizioni, 128 p.
- Deshayes C., 2023. *The dynamics of chaos: Revolution, war and political transitions in Sudan* [En ligne]. Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (rapport n° 109). URL: <https://www.irsem.fr/media/5-publications/report-irsem-109-deshayes-sudan-en-v2.pdf>
- El Gizouli M., 2020. *Mobilization and Resistance in Sudan's Uprising. From neighbourhood committees to zanig queens*, Briefing paper [En ligne]. Rift Valley Institute and X-Border Local Research Network. URL: <https://www.xcept-research.org/publication/mobilization-and-resistance-in-sudans-uprising-from-neighbourhood-committees-to-zanig-queens/>
- El-Bushra E.-S., Hijazi N.B., 1995, Two million squatters in Khartoum Urban Complex: The dilemma of Sudan's national capital. *GeoJournal*, vol. 35, n° 4, p. 505-514. DOI: 10.1007/BF00824365
- Elhadary Y., Ali S., 2017. A New Trend in Urban Housing: Gated Communities in Khartoum, Sudan, *American Journal of Sociological Research*, 7(1), p. 45-55.
- Elhadary Y. et Samat N., 2011, Political Economy and Urban Poverty in the Developing Countries: Lessons Learned from the Sudanese Experience. *Journal of Geography and Geology*, vol. 3, n° 1, p. 63-76. DOI : 10.5539/jgg.v3n1p63
- Franck A., 2016. Insécurité foncière généralisée à Khartoum : quand les titres de propriété ne protègent plus des prédatons publiques. *Métropolitiques* [En ligne]. URL: <https://metropolitiques.eu/Insecurite-fonciere-generalisee-a-Khartoum-quand-les-titres-de-propriete-ne.html>
- Franck A., 2020. Trois décennies de politiques de logement populaire à Khartoum : entre violence, clientélisme et consensus social. *Politique africaine*, n° 158, p. 149-174. DOI: 10.3917/polaf.158.0149
- Gervais-Lambony P., 1994. *De Lomé à Harare : le fait citoyen. Images et pratiques des villes africaines*. KARTHALA Editions, 530 p.
- Gervais-Lambony P., 2001. La citoyenneté, un arbre dans la forêt ou comment un mot peut en cacher d'autres... [En ligne sur HAL]. In *Vocabulaire de la ville*. Editions du temps, p. 92-108. Paris. URL: <https://hal.parisnanterre.fr/hal-02321672/document>
- Hamid G.M., Mohamed Elhassan A.A., 2014. Incremental housing as an alternative housing policy: evidence from Greater Khartoum, Sudan. *International Journal of Housing Policy*, vol. 14, n° 2, p. 181-195. DOI: 10.1080/14616718.2014.908576
- Ishaiger M.A.A., 2019. *Social and Economic Effects of the Public Housing on the Sudan Inhabitants. A case Study: Housing and Construction Fund projects-Karary Locality-Khartoum State* (Thèse de doctorat). Sudan University of Science & Technology, Khartoum, Soudan.
- Jacobsen K., 2008, *Internal displacement to urban areas : the Tufts-IDMC profiling study. Case 1: Khartoum, Sudan* [En ligne]. Geneva, Feinstein International Center, Tufts University, in collaboration with Internal Displacement Monitoring Centre. URL: <https://www.internal-displacement.org/publications/internal-displacement-to-urban-areas-the-tufts-idmc-profiling-study>
- Kameir E.-W.M., 1988. *The political economy of labour migration in the Sudan : a comparative case study of migration workers in an urban situation*. Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 127 p.
- Lavergne M., 1997. La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine: le cas de Khartoum (Soudan). *Espace Populations Sociétés*, vol. 15, n° 1, p. 49-64. DOI: 10.3406/espos.1997.1789

- Lussault M., Signoles P. (dir.), 1996. *La citoyenneté en questions. Urbanisation du monde arabe*, n° 29, 157 p.
- Mahé A.-L., 2018. A tradition co-opted: Participatory development and authoritarian rule in Sudan, *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 51, n° 2, p. 233-252. DOI: 10.1017/S0008423917000993
- Mercer C., 2018. Boundary Work: Becoming Middle Class in Suburban Dar es Salaam. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 44, n° 3, p. 521-536. DOI: 10.1111/1468-2427.12733
- Pérouse de Montclos M.-A., 2001. *Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum*. Paris, Centre français sur la population et le développement, 60 p.
- Revilla L., 2021. *Le travail de l'ordre : hiérarchies sociales et ancrages policiers dans les quartiers populaires de Khartoum et Lagos* (Thèse de doctorat). Bordeaux.
- Revilla L., 2023. The "Civilisational Project" from Below: Everyday Politics, Social Mobility and Neighbourhood Morality under the Late Inqādh Regime. In Vezzadini E., Seri-Hersch I., Revilla L., Poussier A., Abdul Jalil M. (dir.), *Ordinary Sudan, 1504-2019*. De Gruyter, p. 619-648. DOI: 10.1515/9783110719611-022
- Sauloup G., 2010. *Bâtir et vivre la ville : les ouvriers des chantiers de construction à Khartoum (Soudan)* (Mémoire de recherche). Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Semmoud N., 2001. *Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*. Paris, L'Harmattan, 270 p.
- Signoles P., 2009. Avant-propos. *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, n° 18, p. 4. DOI: 10.4000/emam.221
- Sikainga A.A., 1996. *Slaves into Workers: Emancipation and Labor in Colonial Sudan*. University of Texas Press. DOI: 10.7560/776944
- Tamru B., Saïd Chiré A., 2018. Citoyennetés dans les villes de la Corne de l'Afrique. *Annales d'Éthiopie*, vol. 32, n° 1, p. 11-20. DOI: 10.3406/ethio.2018.1644
- Vezzadini E., Seri-Hersch I., Revilla L., Poussier A., Jalil M. A., 2023. *Ordinary Sudan, 1504-2019: From Social History to Politics from Below*. Walter de Gruyter GmbH & Co KG, 631 p.

NOTES

1. À l'exception de 2008, quand l'un des mouvements rebelles du Darfour était parvenu à gagner et attaquer la capitale, mais le régime avait rapidement repris le contrôle de la situation. Voir Amnesty International, 23 mai 2008, La crise du Darfour gagne la capitale soudanaise [En ligne]. URL: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2008/05/darfur-crisis-reaches-sudanese-capital-20080523/>
2. Sur les reconfigurations villes/campagnes en contexte de révolution et de guerre, voir le billet éclairant de F. Mermier sur le contexte syrien publié en 2021 sur le blog de l'ANR Shakk qui éclaire notre cas d'étude (URL: <https://shakk.hypotheses.org/2390>).
3. Doxiadis, 1991, *Urban Development Plan and Action Programme for the National Capital Area - Sudan*, <https://www.doxiadis.com/project.php?id=191&mi=2>.
4. Le *site and services scheme* est un outil développé dans les années 1970 par la Banque mondiale pour fournir rapidement un logement aux classes les plus précaires. Il consiste en l'allocation d'une parcelle délimitée et desservie par les infrastructures

essentielles (eau, électricité...), mais sans qu'une unité de logement soit forcément construite, laissant cette tâche à la charge des habitants.

5. Dès 1990, le Soudan est déclaré inéligible à toute forme de crédits par le FMI en raison du non remboursement de sa dette, et en 1995, l'aide au développement y est proscrite en lien avec les accointances du régime avec l'idéologie islamiste radicale (Denis, 2006). Cependant, alors que le Soudan rejette officiellement les préconisations du FMI en faveur d'un plan d'ajustement structurel, le régime applique d'importantes réformes d'austérité et entame dès les années 1990 un ajustement néolibéral de sa politique, réduisant drastiquement les dépenses sociales, notamment pour soutenir l'effort de guerre dans le Sud (Elhadary et Samat, 2011).

6. Sudan Organisation Against Torture, 2005. Update: Violence in Soba Aradi Area, South Khartoum. *Sudan Tribune* [En ligne], 3 juillet 2005. URL: <https://sudantribune.com/article10601/>.

7. L'entretien avec Sogatra rappelle que leurs projets s'adressent à des « citoyens simples ». Cela correspond selon lui aux fonctionnaires ou aux salariés, donc aux personnes qui ont un revenu régulier. Il rejoint par-là certains critères du Fonds du logement qui accorde 10 points à un ancien fonctionnaire, 7 points à un fonctionnaire, 5 à un salarié du privé, sur le total de 25 points qui ouvre des droits à bénéficier d'un programme de logement populaire. Dans le contexte soudanais, cette catégorie de population, qui ne comprend pas l'écrasante majorité des personnes travaillant dans le secteur informel, représente ce que l'on pourrait appeler la classe moyenne.

8. Selon le moyen de transport utilisé, cette distance correspond à environ une à deux heures de trajet.

9. "Nos" trois citoyens appartiennent en effet à des groupes qui, pour des raisons diverses, se situent en bas de la hiérarchie sociale soudanaise en lien avec des critères raciaux, ethniques et régionaux spécifiques d'une part, et de classes sociales d'autre part. Ces critères peuvent être corrélés ou non. Chez M., le stigmate est lié à l'extraction servile de sa famille. S'il assume de se décrire comme étant « sans ethnie », la stigmatisation dont il fait l'objet est un sujet central de préoccupation pour lui (Sikainga, 1996). H. est lui issu du mariage entre un Darfourien et une Sud-Soudanaise, soit deux groupes stigmatisés pour des raisons raciales, régionales et, depuis la séparation du Soudan du Sud, de nationalité. M.A. vient du Darfour et appartient au groupe des Fellatas, qui sont des populations peules (originaires d'Afrique de l'Ouest), installées depuis plusieurs siècles au Soudan, mais qui ont longtemps été considérées comme non Soudanaises par les autorités et qui restent aujourd'hui encore stigmatisées.

10. Selon la Banque africaine de développement (URL: <https://www.afdb.org/fr/documents/category/exchange-rates>), 45 000 SDG équivalaient à environ 16 000 euros en 2009, et 2 000 000 SDG à environ 1 600 000 euros en avril 2022. Cette multiplication par 100 de la valeur du bien en une dizaine d'années s'explique par le contexte inflationniste, mais aussi par la forte dévaluation de la monnaie (2,8 SDG pour 1 euro en 2009, contre 496 SDG en 2022). Pour plus d'informations sur les politiques économiques récentes au Soudan, voir l'interview de Raphaëlle Chevrillon-Guibert par Noria (URL: <https://noria-research.com/fr/economie-politique-du-regime-et-de-la-revolte/>).

11. La brique rouge cuite, dont la massification de la production remonte à la période de colonisation turque au XIX^e siècle (Choimet, 2020), fait l'objet de représentations sociales fluctuantes, selon l'interlocuteur et le quartier. À l'instar de ce que M. en dit,

elle reste toutefois généralement considérée comme un matériau de bonne qualité et qui dure dans le temps, mais dont le prix augmente fortement, notamment par rapport à la concurrence du parpaing de ciment. Dans les périphéries les plus précaires où la brique crue a longtemps prévalu, elle apparaît comme un matériau plutôt noble et synonyme d'ascension sociale.

12. Cette expression est utilisée habituellement par le monde du développement, mais nous l'utilisons ici à dessein. Elle traduit en effet, d'une part, la manière dont le régime s'est appuyé sur les citoyens, via l'échelon administratif local du quartier (comité populaire), pour pallier les défaillances des services publics, mais tout en contrôlant ces populations, comme y font référence les extraits d'entretien cités de Sharaf Eldin Bannaga et d'un employé du Fonds du logement. D'autre part, cette stratégie du régime s'est accompagnée d'une réappropriation de la « rhétorique dominante sur la scène internationale » (Bellion-Jourdan, 1997 cité dans Crombé et Sauloup, 2016) comme celle du *self-help*.

13. Le *nafir* est une relation d'échange solidaire, développé à l'origine en zone rurale et que l'on retrouve aujourd'hui en ville. Un appel est lancé par un individu ou un ménage à ses voisins, sa famille élargie, voire tout le village pour l'aider à faire une tâche qu'il ne peut pas faire seul (construire un puits, une route, une maison...) (voir Mahé, 2018). On trouve également des formes de micro-crédits (صندوق) à l'échelle des quartiers qui ne sont pas nécessairement utilisés pour le collectif, mais démontrent les liens de solidarités à cette échelle de la ville (Sikainga, 1996).

14. Les comités de résistance émanent des mouvements clandestins de contestation du régime qui ont émergé dans la période des manifestations de septembre 2013. Ils sont à l'origine principalement formés de jeunes, étudiants et militants. Ils se sont ensuite reproduits, éventuellement en s'appuyant sur les expériences précédentes, et se sont diffusés dans la société en suivant une organisation par quartiers à l'occasion du mouvement révolutionnaire de 2018-2019 (El Gizouli, 2020).

15. Suite à la Révolution de décembre 2018, Omar el-Béchir est démis en avril 2019. S'ensuit une période de violences et de négociations vers un régime de transition qui ne sera mis en place qu'en août 2019. Le coup d'État d'octobre 2021 marque la fin de la transition et le retour d'un régime militaire (Deshayes, 2023).

RÉSUMÉS

Dans le contexte du conflit en cours au Soudan depuis avril 2023, cet article propose d'analyser les citoyennetés qui se sont construites dans les périphéries de Khartoum durant les deux dernières décennies. En partant des transformations matérielles et morphologiques de la capitale soudanaise, nous proposons d'étudier le rapport de ses habitants au logement et à la ville, à l'intersection de processus de production de la ville par le haut (logiques des plans d'aménagement, construction de logements sociaux, stratégies de sociétés immobilières...), des pratiques des habitants (stratégie d'accession à la propriété, trajectoires résidentielles...) et de revendications populaires. Elle repose sur la convergence de deux enquêtes longitudinales

qualitatives menées entre les années 2000 et 2022 sur le logement, le foncier et les matériaux de construction à Khartoum.

In the context of the ongoing conflict in Sudan since April 2023, this article proposes to analyse the citadinities that have been constructed on the outskirts of Khartoum over the last two decades. Starting from the material and morphological transformations of the Sudanese capital, we propose to study the relationship of its inhabitants to housing and the city, at the intersection of the processes of production of the city from above (logic of development plans, construction of social housing, strategies of real estate companies...), the practices of the inhabitants (strategy of accession to the property, residential trajectories...) and popular claims. It is based on the convergence of two qualitative longitudinal surveys conducted between 2000 and 2022 on housing, land and building materials in Khartoum.

INDEX

Mots-clés : périphérie, Khartoum, programme de logement populaire, bâti, droit à la ville

Keywords : periphery, Khartoum, popular housing programme, built environment, right to the city

AUTEURS

CORTEN PÉREZ-HOUIS

Corten Pérez-Houis, corten.perez-houis@parisgeo.cnrs.fr, est doctorant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et associé à l'UMR8504 Géographie-Cités, Aubervilliers, France. ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-6970-3279>. Il a récemment publié :

- Pérez-Houis C., 2023. Les ressources argileuses dans la production des briques rouges en Égypte et au Soudan, entre protection de l'environnement, intérêts économiques et convoitises foncières. *Carnet Recherches-Ressources* [En ligne]. URL: <https://ressnat.hypotheses.org/1065>
- Pérez-Houis C., 2022. Cadre législatif et production de briques rouges à Khartoum (Soudan) : entre protection de l'environnement et stratégies d'aménagement des espaces urbains centraux. *Sources. Materials & Fieldwork in African Studies* [En ligne], n° 4 , p. 197-240. URL: <https://www.sources-journal.org/721>

ALICE FRANCK

Alice Franck, alice.franck@univ-paris1.fr, est maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre de l'UMR8586 Prodig, Aubervilliers, France. ORCID 0000-0002-1359-4667. Elle a récemment publié :

- Franck A., Casciarri B., 2021. Greater Khartoum through the prism of in-betweenness. In Franck A., Casciarri B., Hassan I.S., *In-betweenness in greater Khartoum: spaces, temporalities, and identities from separation to revolution*. New York Oxford, Berghahn Books.
- Franck A., 2020. Trois décennies de politiques de logement populaire à Khartoum : entre violence, clientélisme et consensus social [En ligne sur HAL]. *Politique africaine*, n° 158, p. 149-174. URL : <https://ifip.hal.science/SUDANESE-STUDIES/hal-03118255v1>